



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 13 janvier 2010 (15.01)
(OR. en)**

5314/10

COPEN 10

NOTE DE TRANSMISSION

de:	Janusz Gąciarz, ministre-conseiller, Représentation permanente de la Pologne auprès de l'Union européenne
à:	Ivan Bizjak, directeur-général, DG H, Justice et affaires intérieures, Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne
date de réception:	22 octobre 2009
Objet:	Décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation - Lettre de notification de la Pologne

En complément de la lettre de notification WSISW/MF/4023/24-70/09 datée du 29 juillet 2009, veuillez trouver ci-joint la liste des autorités compétentes ainsi que la déclaration de la République de Pologne au titre de l'article 7, paragraphe 5, de la *décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation*.

(formule de politesse)

Janusz Gąciarz
Ministre- conseiller

Notification par la République de Pologne concernant la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation

La République de Pologne déclare que les autorités polonaises compétentes au sens de l'article 3, paragraphe 1, de la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation sont les suivantes:

- lorsque la République de Pologne est l'État d'émission: les tribunaux régionaux et d'arrondissement territorialement compétents;
- lorsque la République de Pologne est l'État d'exécution: les tribunaux d'arrondissement territorialement compétents.

Les autorités chargées de la réception des décisions, accompagnées des certificats, transmises par d'autres États membres sont les tribunaux d'arrondissement territorialement compétents. Ces autorités peuvent être contactées aux adresses figurant à l'annexe intitulée "Tribunaux régionaux et d'arrondissement en Pologne".

L'autorité chargée d'assister les autorités compétentes (article 3, paragraphe 2, de la décision-cadre) est le département pour la coopération internationale et le droit européen du ministère de la justice de la République de Pologne:

Ministerstwo Sprawiedliwości Rzeczypospolitej Polskiej
Departament Współpracy Międzynarodowej i Prawa Europejskiego
Aleje Ujazdowskie 11, 00-950 Warszawa, Polska
Tél. +48 22 2390 870
Fax +48 22 6280 949
Courriel: dwm@ms.gov.pl
Internet: <http://www.ms.gov.pl>

Le ministère de la justice est l'autorité de la République de Pologne chargée de conclure des accords avec d'autres États membres concernant la disposition des biens saisis ou confisqués par la République de Pologne sur la base d'une décision de saisie ou de confiscation (article 16, paragraphe 4, de la décision-cadre).

Déclaration de la République de Pologne au titre de l'article 7, paragraphe 5, de la
décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de
reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation

Conformément à l'article 7, paragraphe 5, de la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil
du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de
confiscation, la République de Pologne déclare que ses autorités compétentes ne reconnaîtront ni
n'exécuteront des décisions de confiscation lorsque la confiscation des biens aura été ordonnée en
vertu des dispositions relatives aux pouvoirs de confiscation élargis visés à l'article 2, point d), iv),
de la décision-cadre.
